

- **78% des professionnels libéraux auraient besoin d'au moins un collaborateur supplémentaire** pour développer leur entreprise. Or, **seuls 16% prévoient d'embaucher au cours des 12 prochains mois**. Cette différence s'explique principalement par la crainte que ces derniers expriment vis-à-vis du coût du travail jugé trop élevé, de la rigidité des contrats, des risques d'une éventuelle rupture de contrat et du fait de la conjoncture économique.
- Une majorité de professionnels libéraux (59%) indiquent que **les différentes difficultés à embaucher mènent leur société à avoir recours à la sous-traitance** comme palliatif à la création d'emploi.
- Spontanément, **les professionnels libéraux associent fréquemment le marché de l'emploi pour les TPE libérales à la notion de « difficultés »**, des contraintes néanmoins majoritairement perçues comme **partagées par toutes les TPE**, et non spécifiques aux professions libérales.
- D'une manière générale, les professionnels libéraux se montrent **sceptiques face aux mesures prises par le gouvernement pour améliorer l'emploi** dont, le plus souvent, ils anticipent une absence d'effet. Au final, ils sont 61% à indiquer souhaiter **un Etat moins interventionniste** sur ces questions d'emploi.

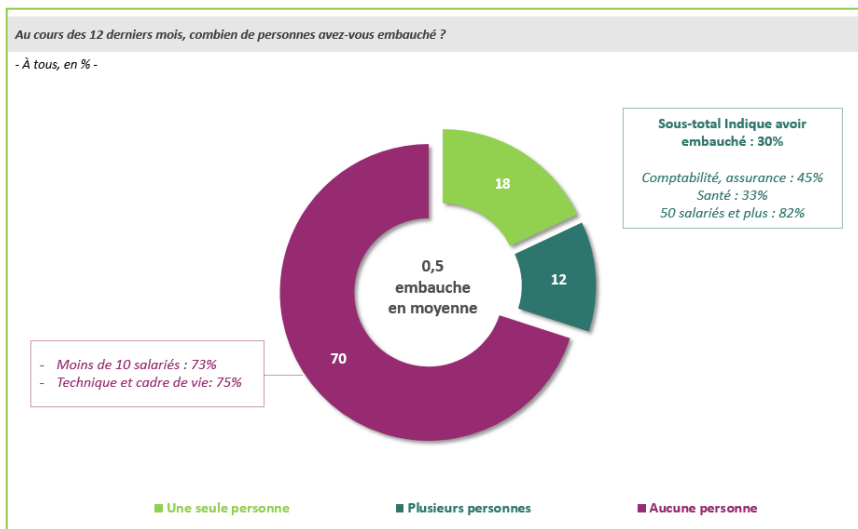
Dans le détail :

Evolution perçue du marché de l'emploi dans les entreprises libérales : des professionnels qui souhaiteraient recruter davantage mais dont les ambitions sont bridées par la perception de difficultés d'embauche notamment

- Interrogés sur le nombre d'embauches au cours des 12 derniers mois, **70% des professionnels libéraux indiquent n'en avoir réalisé aucune**. A l'inverse, **30% d'entre eux ont mentionné avoir embauché au moins une personne**, et même 12% plusieurs. Dans le détail, les professionnels des secteurs de la comptabilité/assurance et de

la santé indiquent davantage que la moyenne avoir embauché (respectivement 45% et 33%).

- Concrètement, ces embauches correspondraient davantage à des remplacements de salariés qu'à des créations de poste.



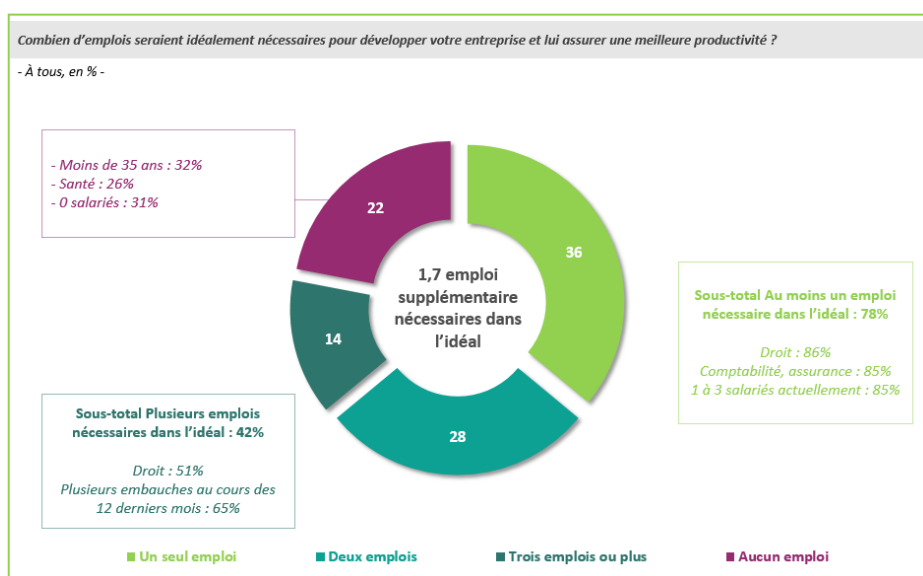
En effet, **69% des professionnels libéraux ayant embauché mentionnent au moins un remplacement**, et même plusieurs pour 21% d'entre eux. Le secteur de la santé s'avère celui qui aurait connu la plus grande proportion de remplacements (82%). Par ailleurs, **1 professionnel ayant embauché sur 2 déclare avoir créé au moins un nouveau poste (plus de huit sur dix parmi ceux ayant embauché au sein du secteur technique et cadre de vie)**, et près d'un sur 10 en a même créé plusieurs.

- Côté départs, **moins d'un tiers des professionnels libéraux indiquent s'être séparés d'au moins un membre de leur équipe** (29%, dont 9% de plusieurs). Ce turnover plus prononcé toucherait davantage les professionnels du secteur juridique (34%) et de la comptabilité/assurance (39%). A l'inverse, 71% des libéraux affirment n'avoir connu aucun départ au cours des 12 derniers mois, une proportion qui s'élève même à 85% parmi les répondants n'ayant connu aucun mouvement en termes de ressources humaines, le plus souvent car il s'agit de structures de taille modeste (74% parmi les professionnels libéraux travaillant dans des sociétés de moins de 10 salariés). Dans le détail, **ces départs seraient**

principalement dus à des démissions (33%) et des ruptures conventionnelles (31%), davantage qu'à des licenciements (15%, et même 22% dans le domaine du cadre de vie et technique), des départs à la retraite (15%), en congés maladie (5%) ou parentaux (4%). 23% d'entre eux signifient avoir connu des départs pour d'autres raisons, plus spécifiques.

- La volonté de la majorité des professionnels libéraux reste néanmoins de se développer en employant plus de salariés, **78% d'entre eux estimant qu'il leur faudrait au moins une personne supplémentaire pour développer leur activité**. Dans le détail, 36% d'entre eux souhaiteraient disposer d'un collaborateur supplémentaire, 28% de deux et 14% de trois ou plus. Ce besoin d'effectifs supplémentaires se fait

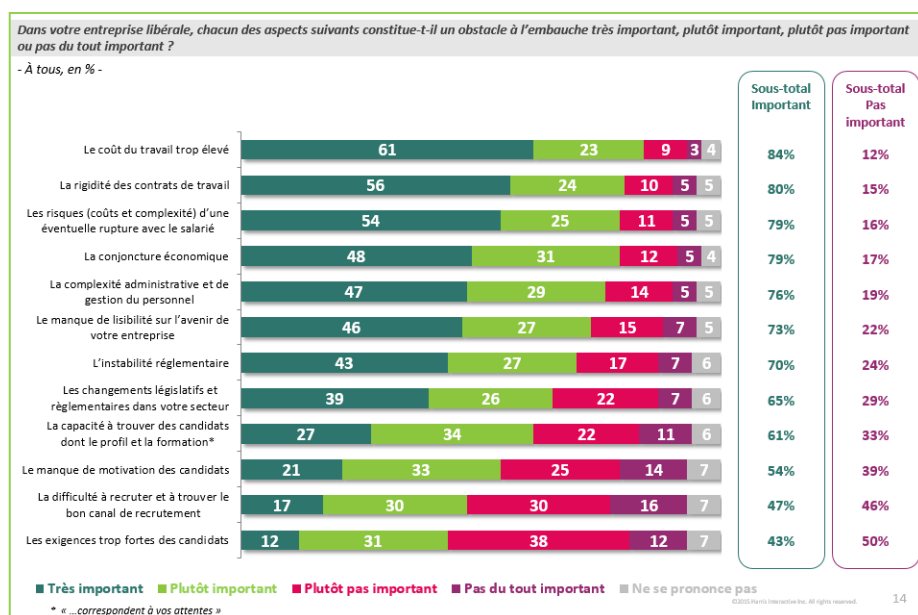
particulièrement sentir dans les domaines du Droit et de la comptabilité/assurance dont respectivement 86% et 85% des professionnels libéraux indiquent qu'ils auraient besoin d'au moins une personne pour renforcer leur activité.



- Face à cette forte volonté de recruter exprimée par les libéraux, **seuls 16% d'entre eux évoquent leur ambition d'embaucher au cours des 12 prochains mois** (3% plusieurs personnes). Exerçant au sein du secteur qui comprend la plus grande proportion de professionnels libéraux indiquant avoir embauché au cours des 12 derniers mois, les professionnels de la comptabilité et de l'assurance s'avèrent ici encore plus enclins à envisager une ou plusieurs embauches au cours des 12 prochains mois (27%). Notons que si, en moyenne, 84% des répondants anticipent que leur société n'embauchera pas, cette proportion s'établit à 94% parmi les professionnels étant seuls dans leur activité.
- Si les perspectives d'embauches restent limitées sur le marché de l'emploi des professions libérales, les perspectives de suppressions de postes pour les 12 prochains mois apparaissent tout aussi ténues. En

effet, seuls 13% des professionnels libéraux indiquent anticiper une (11%) ou plusieurs (2%) suppressions de postes, preuve encore une fois de la déclaration d'une stabilité de ce marché de l'emploi spécifique.

- Nous l'avons vu, les professionnels libéraux indiquent recruter moins que ce qu'ils aimeraient le faire dans l'idéal. Interrogés sur ce paradoxe, ils mobilisent en premier lieu le coût du travail qu'ils jugent trop élevé (84%), ainsi que la rigidité des contrats (80%), les risques d'une rupture avec les salariés (79%) et la conjoncture économique (79%). Les trois aspects principaux sont même jugés comme des obstacles très importants par une majorité de professions libérales (respectivement 61%, 56% et 54%). Plus des deux tiers des libéraux identifient la complexité administrative (76%), le manque de lisibilité



(73%),
l'instabilité
réglementaire
(70%),
notamment
dans leur
secteur (65%)
comme d'autres
difficultés. Enfin,
s'ils sont
considérés
comme des

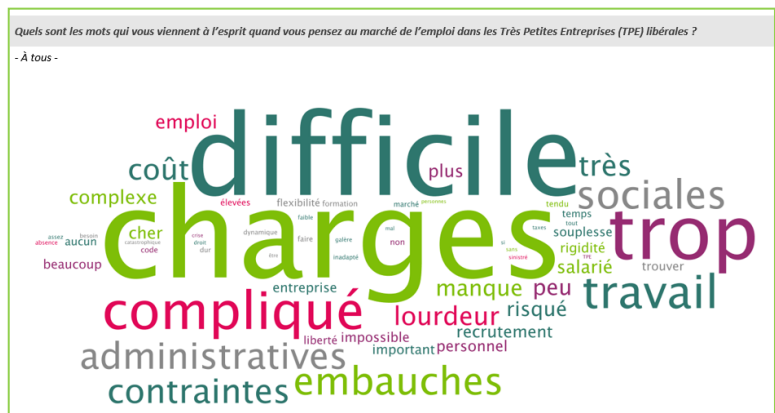
obstacles à l'embauche moins évidents que ceux mentionnés précédemment, les déficits directement liés aux postulants sont mis en avant par plus de 4 libéraux sur 10, notamment l'inadéquation de leur profil aux offres (61%), leur manque de motivation (54%), la difficulté à les toucher par le bon canal de recrutement (47%) et leurs exigences jugées trop fortes (43%). Notons que les professionnels libéraux ayant été aux prises avec une ou plusieurs embauches au cours des 12 derniers mois sont davantage enclins à mettre en avant les difficultés à trouver le bon candidat.

- Toutes ces difficultés mises en avant contribuent à une situation actuelle qui voit 59% des professionnels libéraux affirmer recourir à l'externalisation au lieu d'embaucher. Ce recours à la sous-traitance comme alternative à la création de postes s'avère être une pratique régulière d'après 16% des

répondants, occasionnelle d'après 27% d'entre eux, et rare d'après 16%. Probablement en raison de la concentration plus forte de l'activité économique dans leur région, les professionnels libéraux franciliens auraient davantage recours à cette pratique (67%) que les professionnels de Province.

Perception des mesures gouvernementales pour améliorer la situation de l'emploi : l'affichage d'une désillusion, notamment sur l'efficacité de ces mesures et le regret d'un interventionnisme étatique jugé trop important

- Les difficultés rencontrées à titre individuel dans leur activité nourrissent l'image que les professionnels libéraux se font du marché de l'emploi en général dans les TPE libérale. Ainsi, **lorsqu'ils s'expriment spontanément sur le sujet, ils citent la « difficulté » et les « contraintes »**, notamment celles des « charges » qui incombent à l'employeur et des démarches « administratives » à entreprendre. Néanmoins, **ils partagent très majoritairement l'opinion selon laquelle cette difficulté est équivalente pour toutes les TPE, quel que soit le secteur d'activité (73%).**

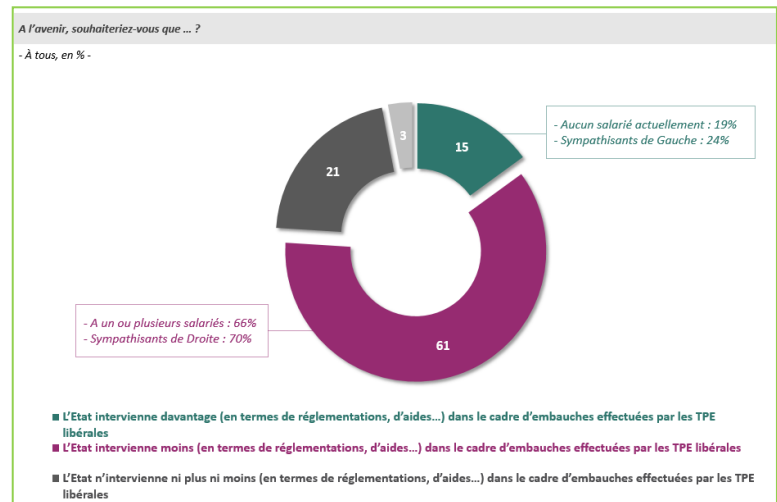


Seuls 21% se sentent particulièrement pénalisés, alors que la proportion de répondant indiquant qu'il est plus facile d'embaucher lorsque l'on est une TPE libérale n'est que de 4%.

- Face aux solutions proposées par les pouvoirs publics pour améliorer l'emploi, les professionnels libéraux affichent un certain scepticisme. En effet, **ils ne sont qu'un quart (25%) à estimer que la « loi Macron » aura un impact positif sur les TPE**. Alors même qu'elle a été portée par un gouvernement issu de leur famille politique, les professionnels libéraux sympathisants de Gauche ne sont que 40% à imaginer une application positive de cette législation. A l'inverse, plus des deux tiers des libéraux considèrent que cette loi aura un impact négatif sur l'emploi dans les TPE, dont 23% prévoient même un impact très négatif.
- Dans une approche plus spécifiques aux entreprises libérales, **les répondants indiquent majoritairement ne pas se sentir concernés par les différentes mesures gouvernementales en faveur de l'emploi** (CICE, plan de financement des investissements industriels, mesures concernant

l'apprentissage...). Les trois quarts d'entre eux partagent cette opinion, 47% ne se sentant même pas du tout concernés. Et lorsque l'on s'intéresse aux raisons qui peuvent inspirer ce désintérêt, apparaît une faible adhésion en l'effet des différentes mesures. En effet, les professionnels libéraux sont peu nombreux à anticiper les éventuels effets négatifs de ces mesures, tout comme ils sont relativement peu nombreux à en imaginer les effets positifs pour leur activité. Par contre, **près de la moitié d'entre eux (47%) pense que le CICE n'aura aucun effet pour leur entreprise (et 23% indiquent ne pas savoir ce dont il s'agit)**, et même près des deux tiers partagent cette opinion à propos des mesures concernant l'apprentissage (64%) et le plan de financement des investissements industriels (66%).

- Au final, le scepticisme affiché des professionnels libéraux quant aux politiques portées par le gouvernement est conforté par le **sentiment que l'Etat intervient trop en termes de réglementation et d'aides**. Ces libéraux sont 61% à souhaiter une intervention moindre, notamment ceux qui indiquent employer actuellement un ou plusieurs salariés (66%), contre 15% souhaitant une plus grande intervention publique et 21% affichant leur satisfaction de l'équilibre actuel.



*_**

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive –, la taille de l'échantillon.

A propos de Harris Interactive

Harris Interactive France est un acteur historique du marché des études.

Dirigé par ses fondateurs Nathalie Perrio-Combeaux et Patrick Van Bloeme, l'institut propose des approches innovantes, qualitatives et quantitatives, en France comme à l'international.

Animé par l'énergie de la passion, porté par l'innovation et convaincu que le marché est en pleine mutation, Harris Interactive accompagne ses clients face à leurs nouveaux challenges et repense avec eux le métier des études.

Depuis juillet 2014, Harris Interactive Europe (regroupant Harris Interactive France, Allemagne et UK) a rejoint ITWP permettant ainsi à ce groupe international d'étendre sa présence dans la filière études.

Suivez l'actualité de Harris Interactive France sur www.harrisinteractive.fr, [Facebook](#), [Twitter](#) et [LinkedIn](#).

Contacts :

Harris Interactive en France :

Laurence Lavernhe - 39 rue Crozatier - 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 - 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr

Jean-Daniel Lévy - Directeur du Département Politique & Opinion - 01 44 87 60 30 - jdlevy@harrisinteractive.fr